

Mesdames, Messieurs les membres de la FS-SSCT,

- « Même si un budget a été finalement adopté, l'UNSA Education ne se résigne pas à la mesure budgétaire honteuse qui est venue réduire, depuis le 1^{er} mars, l'indemnisation des agents en congé maladie. Cette mesure budgétaire est profondément injuste, **elle vient fragiliser des personnels qui, nous le rappelons, ne choisissent pas d'être malades.** Il appartient au gouvernement de revenir sur cette mesure.

Force est de constater qu'il est plus aisé de faire des économies sur le dos des malades plutôt que de mettre en place au sein de notre ministère une médecine de prévention digne de ce nom. Dans un contexte où la rémunération des agents en euros constants continue de décrocher, **seules sont mises en œuvre des dispositions visant à punir les agents publics malades. »**

*

- Autre sujet, « les préconisations sur **le renforcement des moyens en personnels sociaux et de santé**, faites par la commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles sur les enfants et les préconisations de la Défenseure des droits n'ont donné lieu à **aucune traduction budgétaire.**

Et le récent et dramatique scandale Bétharram a mis en lumière les carences de l'État dans le contrôle des établissements privés sous contrat.

La désorganisation des services de santé vient encore accroître les difficultés et prouvent, une fois de plus, l'écart entre le fleuve des déclarations d'intention et le cours de la réalité de leur mise en œuvre ».

*

Autre sujet, « le manque de moyens humains et budgétaires entraîne **le non-remboursement dans des délais raisonnables des frais engagés** par les agents pour pouvoir exercer leurs missions professionnelles.

Les retards de versement des indemnités sont pléthores et dans le même temps, force est de constater que de l'argent public a pu être dépensé inutilement, c'est le cas des uniformes Attal qui, sans qu'aucune évaluation sérieuse n'ait été faite, ont fait flop devant les nouvelles contraintes budgétaires (comme à Balma).

La marque employeur aurait besoin d'un ripolinage certain et quant à l'objectif d'exemplarité de l'État employeur, c'est un concept semble-t-il tout à fait hors d'atteinte.

*

Nous pourrions continuer avec d'autres extraits de notre dernière déclaration à la dernière instance ministérielle, tant ces demandes font échos aux situations haut-Garonnaise.

Pour la Haute-Garonne, nous ajouterons deux remarques :

- Suite aux opérations de carte scolaire dans les écoles, collèges et lycées de notre département, les difficultés sont nombreuses.

Malgré nos demandes, **les moyens pour les assistants de prévention sont assez vite calculés : zéro moyen.**

- Nous continuons encore par une nouvelle demande ministérielle dans l'Ecole inclusive : **les P.A.S.** Il en faudrait six à la rentrée 2025 ?

Avec quels moyens ? Pour qui ? Pourquoi ? Nous ne savons pas...

*

Alors, oui, nous allons continuer, à chaque réunion, le rappel de nos difficultés.

Nous ne refusons pas dans cette formation spécialisée de chercher des solutions, mais nous devons rappeler les problèmes de santé, de sécurité et les mauvaises conditions de travail.